

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
44200 Nantes

Nantes, le 07/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENERTRAG Pays de la Loire

7 RUE DU PARC DE CLAGNY

78000 Versailles

Références : N4-2022-1315-PEDervalRI
Code AIOT : 0006309786

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2022 dans l'établissement ENERTRAG Pays de la Loire implanté 7 RUE DU PARC DE CLAGNY 78000 Versailles. L'inspection a été annoncée le 09/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENERTRAG Pays de la Loire
- 7 RUE DU PARC DE CLAGNY 78000 Versailles
- Code AIOT : 0006309786
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de la Croix Guingal, autorisé par AP du 01/07/2019, a été mis en service en août 2022. Il est constitué de 8 éoliennes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rapports de contrôle à la mise en service
- risques accidentels: formation, risque incendie, affichage
- suivi environnemental, préservation des milieux et protection du paysage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Risques accidentels – formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	/	Sans objet
7	Risques accidentels - Maintenance des éoliennes	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Sans objet
10	Consignes de sécurité (affichage terrain)	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
13	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/	Sans objet
16	Protection des chiroptères	Arrêté Préfectoral du 01/07/2019, article 7.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
2	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
3	Suivi acoustique	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26 et 28	/	Sans objet
5	Risques accidentels – Maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/	Sans objet
6	Risques accidentels – Maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	/	Sans objet
8	RA – Maintenance des éoliennes	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	/	Sans objet
9	Risques accidentels – Maintenance des éoliennes	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	/	Sans objet
11	Consignes de sécurité (procédures)	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Procédures d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	/	Sans objet
14	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article Section 8	/	Sans objet
15	Préservation des milieux et protection du paysage	Arrêté Préfectoral du 01/07/2019, article 7.3 et 7.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'exploitant assure un suivi de son installation et maîtrise les documents et informations relatives au parc éolien.

Cependant, l'inspection a mis en évidence des écarts, notamment les suivants :

- absence sur site des panneaux à destination des tiers ;
- absence de renforcement du bridage à la suite de la mortalité constatée d'une noctule commune (11/10/22) ;
- absence de formation spécifique au risque accidentel en éoliennes pour le personnel exploitant

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Protection faune volante
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Pour un projet de renouvellement, autre qu'un renouvellement à l'identique, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1er alinéa du présent article, dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du porter à connaissance au préfet prévu par « le II de » l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p> <p>Constats : Le parc éolien a été mis en service au 1^{er} aout 2022. Le suivi environnemental, confié à la société Derven, a été commencé avant l'été.</p> <p>Le suivi devra être poursuivi, a minima, jusqu'à mi-2024 (2 ans selon l'arrêté préfectoral). Un rapport à mi-étude sera réalisé fin 2023. Ce rapport est à transmettre à l'inspection des ICPE, selon les dispositions du II de l'article 2.3 de l'arrêté ministériel du 26/08/2011 (au maximum six mois après la fin de chaque campagne de prospection de terrain).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Versement données brutes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de " dépôt légal de données de biodiversité " créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p> <p>Constats : Le suivi environnemental a commencé à l'été 2022. Le versement des données est prévu par le prestataire (Derven).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Suivi acoustique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26 et 28
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des seuils réglementaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Campagne de mesure acoustique et respect des seuils d'émergence
Constats : La campagne de mesures acoustiques a été initiée début décembre 2022. Les bridages acoustiques sont donc temporairement levés. Le rapport sera transmis à l'inspection des installations classées dans le courant du 1 ^{er} trimestre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Risques accidentels – formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Formation et exercices
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. « La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/ incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place. »
Constats : L'exploitant a présenté, avant l'inspection, un document "guide Nordex pour ICPE". Ainsi que des attestations de formation nominatives pour du personnel Nordex (turbinier). => en application de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 26/08/2011, le personnel exploitant doit également disposer de cette formation (tout personnel assurant le fonctionnement des installations). Il est également indiqué à l'exploitant que, selon ce même article, la formation doit porter sur les risques accidentels visés à la section 5 de l'arrêté pré-cité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Risques accidentels – Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Registre de maintenance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p> <p>Constats : Des extraits du registre de maintenance ont été adressés par l'exploitant préalablement à l'inspection. Ils comportent les informations relatives aux premières interventions réalisées (commissioning notamment). L'exploitant a également présenté en séance le registre numérique de maintenance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Risques accidentels – Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des SIS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : « III. L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.</p> <p>« L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.</p> <p>« Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>« IV. La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19. »</p>
Constats : La liste des SIS a été envoyée préalablement à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Risques accidentels- Maintenance des éoliennes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Tests d'arrêts et équipements électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Avant la mise en service industrielle d'un aérogénérateur, l'exploitant réalise des essais permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre l'aérogénérateur en sécurité. Ces essais comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un arrêt ; - un arrêt d'urgence ; - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime. <p>Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p> <p>Avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs et des équipements connexes, les installations électriques visées à l'article 10 sont contrôlées par une personne compétente. Par ailleurs elles sont entretenues, elles sont maintenues en bon état et elles sont contrôlées à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.</p> <p>Constats : Le commissioning a été réalisé et les installations électriques vérifiées (APAVE, 14/03/22) En revanche, l'exploitant ne dispose pas de la liste des points vérifiés lors du commissioning : le turbinier (Nordex) refusant de les communiquer. L'exploitant transmettra cette liste sous un mois.</p> <p>De plus, l'exploitant justifiera sous un mois de la réalisation des tests de survitesse et d'arrêt d'urgence, par des documents rédigés en français, lors du commissioning ou lors de la maintenance à 300 heures.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : RA – Maintenance des éoliennes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Brides, mât
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p> <p>Constats : Les brides été contrôlées par Nordex. (8 rapports de maintenance "T1", pour chaque éolienne, en dates du 28/11/22)</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Risques accidentels – Maintenance des éoliennes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Pales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
Constats : Le contrôle visuel des pâles a été réalisé par Nordex (rapports de maintenance "T1" mentionnés précédemment). L'exploitant Enertrag réalisera les contrôles visuels tous les 6 mois (au moins) : par jumelles, au sol et en nacelle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Consignes de sécurité (affichage terrain)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Affichage consignes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Lors de l'inspection, les panneaux d'affichage des prescriptions à observer par les tiers n'étaient pas présents. Sous 1 mois, l'exploitant justifie de la mise en place des panneaux d'affichage des consignes de sécurité pour les tiers aux accès aux éoliennes. Cela par tout justificatifs (photos, factures, ...)
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Consignes de sécurité (procédures)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, établissement consignes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ; - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p>
Constats : Les consignes et le plan de prévention ont été adressés par l'exploitant préalablement à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Procédures d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, procédure urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; - de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
<p>Constats : Les éoliennes sont supervisées 24h/24 et 7J/7 (en France en semaine et en Allemagne le week-end). Afin de pouvoir réaliser des levées de doute, des contacts locaux sont identifiés (notamment agriculteurs) et disposent des clefs pour accéder aux éoliennes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : La présence d'extincteurs est constatée dans les 2 mats visités. En revanche, ils ne disposent pas d'étiquettes relative aux contrôles à réaliser. Ce point sera à corriger par l'exploitant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article Section 8
Thème(s) : Autre, Attestation de GF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Constitution, actualisation des GF
Constats : Suite au changement de raison sociale en septembre 2022, les garanties financières ont été mises à jour par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Préservation des milieux et protection du paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2019, article 7.3 et 7.4
Thème(s) : Autre, paysage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : art 7.3 : renforcement de haies et création de ripisylve art 7.4 : plantation de haies bocagères sur demande des habitants
Constats : Le renforcement des haies et la création de la ripisylve n'ont pu être constatés. Conformément à l'article 7.3 de son arrêté préfectoral d'autorisation, un bilan de réalisation de ces mesures sera transmis à l'inspection au plus tard 3 ans après la mise en service du parc. La plantation de haies bocagères sur demande des habitants n'a pu être constatée. Conformément à l'article 7.4 de son arrêté préfectoral d'autorisation, l'exploitant communiquera à ce sujet auprès des personnes concernées et adressera à l'inspection des ICPE un bilan de réalisation de la mesure après la première année d'exploitation du parc éolien.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2019, article 7.1
Thème(s) : Autre, -
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : article 7.1 : bridage suivi activité suivi mortalité
<p>Constats : Le bridage a été mis en place dès le 1er août sur l'éolienne n°8. Par contre, il n'a été mis en place que le 31 août sur les 7 autres éoliennes.</p> <p>Le suivi environnemental a été mis en place. En mortalité constatée : un martinet et une Noctulle commune (11 octobre 2022).</p> <p>Par mail du 4 avril 2023, l'exploitant indique avoir reçu un rapport de mi-étude du suivi, qui est en cours de relecture. Il précise que la principale conclusion de ce rapport étant que le bridage initialement mis en place ne couvrait pas une période nocturne suffisante, ce bridage est étendu sur toute la nuit (du coucher au lever du soleil). Ce changement est opérationnel depuis le 1er mars 2023, soit avant le début de la saison au 15 mars. Il joint le document attestant de ce changement et un extrait du rapport indiquant la recommandation dans ce sens.</p> <p>Le suivi mis en place sur l'année 2023 devra permettre de vérifier l'efficacité du bridage renforcé.</p> <p>=> En application de l'article 11 de son arrêté préfectoral d'autorisation, l'exploitant, en cas de mortalité notable sur la faune volante ou de nouvel impact sur une espèce à la fois protégée et menacée à un statut de conservation précaire (VU, EN ou CR sur listes rouges nationale ou régionale), notamment sur la Noctulle commune, la bridage sera renforcer en cours de suivi, au plus tard une semaine après que le bureau d'étude ait signalé la mortalité.</p> <p>=> tout impact sur une espèce d'oiseaux ou de chauve-souris, à la fois protégée et menacée à un statut de conservation précaire (VU, EN ou CR sur listes rouges nationale ou régionale) est à signaler à l'inspection des ICPE via une fiche BARPI.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet